

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 28 SEPTEMBRE 2021**

JP/PF

OBJET : 3.10. EXPLOITATION - MARCHÉ FOURNITURES/SERVICES – PRESTATION RÉPARATION DE MATÉRIEL - T209

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-huit du mois de septembre à neuf heures trente, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME		Pouvoir à ARCHIMBAUD Patrick
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Pouvoir à BOYER Joël
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC		
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à GROS Cyril

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 3.10. EXPLOITATION - MARCHÉ FOURNITURES/SERVICES – PRESTATION RÉPARATION DE MATÉRIEL - T209

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Par délibération en date du 12 mai 2021 sur l'organisation interne des achats, le bureau syndical a adopté un règlement et une nomenclature définissant la politique d'achats de la structure pour les marchés à procédure adaptée.

Cette nomenclature, qui permet la computation des seuils de marchés pour les fournitures et services, avec des seuils appréciés « en montants cumulés sur l'année civile », définit les différentes familles d'achats de la collectivité.

Le présent rapport concerne la famille T209 « prestation de réparation de matériel » de la nomenclature pour laquelle il est proposé une durée de 4 ans afin d'être attractif pour les fournisseurs tout en pérennisant sur la durée un achat régulier de la collectivité.

Ces prestations concernent :

- des outillages métiers très spécifiques, pour lesquels seuls le fabricant est en mesure d'intervenir sur le matériel : outillage spécifique (hydrocureuse, détecteurs de gaz, caméra d'inspection, etc.), matériel de régulation de la pression, matériel de télégestion et matériel d'instrumentation des réseaux.
 - Prestation de réparation de l'outillage spécifique : 12 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 12 000 € minimum et 48 000 € HT maximum sur la durée totale du marché ;
 - Prestation de réparation des fournitures hydrauliques : 5 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 5 000 € HT minimum et 20 000 € HT maximum sur la durée totale du marché ;
 - Prestation de réparation pour le matériel de télégestion : 5 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 5 000 € HT minimum et 20 000 € HT maximum sur la durée totale du marché ;
 - Prestation de réparation pour le matériel d'instrumentation des réseaux : 5 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 5 000 € HT minimum et 20 000 € HT maximum sur la durée totale du marché.

Pour cette première catégorie « outillages métiers très spécifiques », une dizaine de prestataires maximum sont actuellement concernés (FDS, Cla-val, Bayard, Sofrel, Krohne, etc.). Pour eux, il est proposé de conclure un accord cadre exclusif avec les fabricants des matériels, car ils sont les seuls à disposer de la technicité requise (savoir-faire, outils et moyens spécifiques inhérents aux équipements) pour l'entretien et la maintenance de ces matériels. Le nombre de prestataires concernés est susceptible d'évoluer si de nouveaux équipements sont rajoutés dans le parc actuel, sans dépasser le montant maximum fixé à 108 000 €.

- des outillages non spécifiques, pour lesquels l'entretien peut être réalisé par différents prestataires : armoires électriques, équipements électromécaniques (pompes, agitateur, turbine, etc.), outillage générique (découpeuse, pilonneuse, etc.) et outillage d'espaces verts (débroussailleuse, tronçonneuse, etc.).
 - Lot 1 « prestation de réparation des armoires électriques » : 3 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 3 000 € HT minimum et 12 000 € HT maximum sur la durée totale du marché ;

- Lot 2 « prestation de réparation pour les équipements électro mécaniques » : 18 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 18 000 € HT minimum et 72 000 € HT maximum sur la durée totale du marché ;
- Lot 3 « prestation de réparation pour l'outillage générique » : 10 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 10 000 € HT minimum et 40 000 € HT maximum sur la durée totale du marché ;
- Lot 4 « prestation de réparation pour l'outillage espaces verts » : 3 000 € HT en moyenne par an. Il est proposé de fixer les montants suivants : 3 500 € HT minimum et 12 000 € HT maximum sur la durée totale du marché.

L'économie globale de cette famille (T209 « prestation de réparation de matériel ») s'élève à 244 000 € HT maximum sur la durée totale prévue pour les marchés.

Il est proposé de lancer la consultation sur les bases du nouveau règlement interne des achats et de sa nomenclature liée. Il est aussi proposé de conclure des accords cadres mono attributaires à bons de commande avec minimum et maximum.

Pour les lots 2 et 3, il est proposé de lancer une consultation en procédure adaptée (niveau 3). Les critères d'attribution et pondérations proposés sont les suivants :

- **Prix** : pondération 60%
- **Valeur technique de l'offre** : pondération 40%.

Enfin, le montant des lots 1 et 4 n'excédant pas 20 % de la valeur de la totalité de la famille T209, il est proposé d'appliquer, conformément au nouveau règlement interne des achats, la procédure adaptée prévue pour le montant des lots concernés, à savoir une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable (niveau 0).

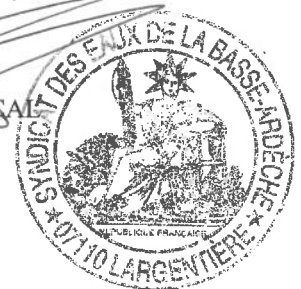
Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **ADOPTER** ces propositions,
- **AUTORISER** le président à lancer les procédures,
- **RECOURIR** à une dévolution, dans les conditions présentées ci-dessus,
- **FIXER** les critères suivants pour les lots 2 et 3 :
 - **Prix** : pondération 60%
 - **Valeur technique de l'offre** : pondération 40%.
- **AUTORISER** le président à engager les marchés, dans la limite de l'économie présentée, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 28 septembre 2020,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAI



Envoyé en préfecture le 12/10/2021

Reçu en préfecture le 12/10/2021

Affiché le



ID : 007-250700267-20210927-2021BS090091-DE